



**CONSEIL DE QUARTIER
8 SEPTEMBRE 2020**

La séance est ouverte à 20 h 10 en présence de :

Élus :

*Julien Consalvi, Adjoint à la fabrique citoyenne, à la démocratie locale, et aux politiques du partage
Nathalie Leleu, élue du quartier La Noue-Clos français*

Services

Andrea Salis, responsable de l'antenne vie de quartier et du nouveau centre social

Collectif d'animation :

Marie-France

Blanche

Yvon

Vincent

Et environ 40 habitants

Excusés :

Belaïde Bedreddine, élu de quartier

Pascal Palandjian, médiateur police-population

membres du collectif d'animation :

Liliane Escalada

Annie Piergentili

Dominique Dourver

Le collectif d'animation se réjouit de la reprise des conseils de quartier. Pour cette séance, il accueille Julien Consalvi, Adjoint au maire chargé de la fabrique citoyenne, la démocratie locale et aux politiques du partage, qui sera amené à suivre les conseils de quartier de La Noue-Clos français, et Nathalie Leleu, élue du quartier La Noue-Clos français aux côtés de Belaïde Bedreddine.

1. Julien Consalvi, élu en charge du suivi des conseils de quartier, présente ses objectifs

Julien Consalvi remercie le Conseil de quartier pour son invitation. En juillet, lors de sa rencontre avec la coordination de quartier, il avait déjà pu percevoir la volonté des conseils de quartier d'être plus fréquemment associés aux politiques publiques. Depuis le début de sa prise de fonction, il a observé cette même volonté au sein du collectif d'élus. Cette politique, que les élus souhaitent partager avec les citoyens, ne constitue pas simplement une réparation du désengagement des citoyens durant les périodes électorales ou de leur relation aux élus, mais signifie que l'expertise d'usage des citoyens, leur manière d'appréhender leur quartier, leur rue et leur ville, notamment à travers les instances, participe de la prise de décisions au plus proche de leurs intérêts propres. L'enjeu de la démocratie locale consiste à prendre des décisions plus justes, égalitaires et respectueuses du vivant. Les Conseils de quartier jouent un rôle clef dans cet écosystème, mais également dans la manière de participer et de relancer cette dynamique. Le fait de confier à Julien Consalvi cette délégation et le suivi du Conseil de quartier reflète également cette volonté. Les citoyens ont par ailleurs fait remonter leur attente d'une meilleure coordination entre les divers interlocuteurs du terrain. Il existe une volonté forte, notamment du maire, d'apporter aux citoyens des réponses cohérentes et plus coordonnées. Pour l'heure, les nouveaux élus vivent une phase d'écoute et d'observation de sorte que l'expression citoyenne puisse se manifester tout au long du mandat.

Pendant plus d'un an, Julien Consalvi a participé à la Coop' Montreuil, composée d'un collectif de citoyens. S'il ne se qualifie pas « d'homme politique », la politique l'intéresse énormément, puisqu'il s'agit du rapport aux autres, de construire une relation et d'appréhender la manière de décider conjointement.

Un habitant, également président du conseil citoyen, relève dans cette présentation les mots « démocratie participative », « coordination », « entente » ou encore « décisions collectives au niveau du quartier et des

Un droit de réponse est ouvert à toute personne, physique ou morale, nommément citée ou non et nous nous engageons à les publier.

habitants », qui constituent également des valeurs. À son sens, la démocratie est une valeur ancrée dans la république et dans les politiques depuis des années. Or, bien que le Conseil de quartier La Noue-Clos français existe depuis fort longtemps, il ne saurait pour sa part considérer cette instance comme démocratique : en l'absence d'élections, les animateurs n'ont aucune légitimité. Par conséquent, la majorité des habitants ne se sent pas représentée par le collectif d'animation. La mise en place d'une politique dans laquelle le mot « démocratie » aura son sens, où les décisions émaneront du collectif, constituera en revanche un fait positif pour la politique municipale. Il jugerait intéressant de procéder à des élections, à faire appel aux bonnes volontés, aux personnes souhaitant se dévouer pour leur quartier et organiser des réunions en rapport avec les problématiques sociales du quartier. Ces élections permettraient de constituer un collectif d'animation représentatif des habitants.

Le collectif d'animation estime qu'il est extrêmement important de valoriser l'expertise d'usage des habitants, évoquée par Julien Consalvi, c'est-à-dire leur savoir et leur capacité à intervenir au regard des situations qu'ils vivent. À titre d'exemple, les ateliers de quartier organisés par le maire en novembre 2018, au cours desquels les habitants ont porté un certain nombre de questions concrètes, ont permis en trois mois de mettre en œuvre des solutions relatives aux questions de propreté. Une expérience similaire a été vécue lors des nombreuses réunions d'habitants en lien avec le NPNRU. Ces exemples attestent qu'il est possible de faire participer les citoyens, même si au regard des 8000 habitants du quartier, la tâche reste complexe. Le collectif d'animation s'attache néanmoins à informer et à faire participer les habitants au maximum. L'expérience à La Noue, associée à l'orientation exposée par Julien Consalvi, devrait permettre de mener des chantiers plus importants dans les années à venir.

Par ailleurs, l'organisation du Conseil de quartier La Noue-Clos français correspond parfaitement aux missions détaillées dans la brochure de la mairie, qui vise que « *les conseils de quartier sont animés par des collectifs d'animation, composés d'habitants volontaires et bénévoles qui organisent la vie du Conseil de quartier* ». En l'occurrence, les habitants qui s'engagent le font bénévolement et assurent une continuité dans le bien-être et le bien-vivre dans le quartier. À ce sens, le Conseil de quartier apparaît parfaitement légitime.

Une habitante rapporte qu'elle avait en son temps mené diverses actions dans son quartier, notamment le nettoyage de la galerie marchande en 2017. Par suite, elle a porté un projet, élu dans le cadre du Budget participatif. Elle témoigne aujourd'hui de la charge de travail qui incombe aux citoyens bénévoles, de leurs difficultés à porter tout un système derrière eux (projet, communication, participation aux réunions à heures tardives) et de l'absence de communication de la Ville, notamment sur le suivi des projets. Aujourd'hui, elle a le sentiment d'être seule et de ne pas être épaulée en l'absence d'interlocuteur à même de lui répondre.

Le collectif d'animation revient sur les élections et souligne qu'au-delà des Conseils de quartier, la question d'une représentativité des habitants dans les actions municipales en amont des décisions se pose.

Julien Consalvi indique qu'il a pris note de ces questions. Il explique que tous les porteurs de projets ont vu leurs projets stoppés en raison de la crise du Covid. Il assure cependant que tous les projets élus et validés seront poursuivis. Il invite la porteuse de projet à le contacter par email afin qu'il lui apporte une réponse dans la semaine.

Relativement à la prise en compte des habitants, il affirme que l'équipe municipale est naturellement sensible à la participation citoyenne, mais également consciente de ses limites : les participants sont souvent les mêmes, alors que l'objectif serait de cibler la population la plus large possible. En effet, les actifs qui travaillent et les jeunes sont moins présents dans les instances, tandis que les populations les plus précaires sont plus difficilement mobilisables en raison des outils utilisés (écrit, lecture) qui leur sont parfois moins accessibles. Julien Consalvi souhaite pour sa part rencontrer l'ensemble des élus de sa délégation pour les convaincre de prendre en compte pour chaque action, de manière plus forte, la participation citoyenne, notamment celle des publics moins présents, mais dont l'avis compte tout autant. L'implication du conseil de quartier, qui par sa force et sa synergie dans le quartier va contribuer à ces actions, constitue également une alternative.

2. Charte écologique du quartier

Un habitant du quartier, étudiant en école de droit, indique qu'il souhaite mettre en place une charte écologique pour le quartier, afin notamment de sensibiliser les plus jeunes.

Le collectif d'animation précise que ce projet sera présenté lors d'une prochaine réunion du conseil de quartier.

3. Information sur le NPNRU

Le collectif d'animation indique que suite aux réunions, ateliers et arpentages organisés l'an passé, plusieurs évolutions ont été apportées au NPNRU :

Îlot Jean Macé:

Un droit de réponse est ouvert à toute personne, physique ou morale, nommément citée ou non et nous nous engageons à les publier.

- ✓ Le projet de construction d'immeubles de grande hauteur, auquel chacun s'est opposé, a été révisé : aucune hauteur d'immeuble ne sera supérieure à R+2, et ce, afin de conserver les qualités environnementales de cet îlot ;
- ✓ Le projet de ferme urbaine a été validé ;
- ✓ Le centre social restera au centre du quartier, mais ne sera plus groupé avec l'instrumentarium, qui sera déplacé et associé au futur groupe scolaire Rosenberg, afin de proposer un bâtiment moins compact.
- ✓ L'antenne jeunesse, située dans l'ancienne antenne de quartier, sera déplacée sur l'îlot Résistance à côté d'un nouveau gymnase ;
- ✓ La crèche Rosenberg sera divisée en deux crèches de façon à augmenter les capacités d'accueil.

Îlot Résistance :

- ✓ Gaylord le Chequer a confirmé la décision du gouvernement de conserver l'intégralité du domaine de l'AFPA pour y installer à terme le tribunal administratif et la Cour du droit d'asile. Aucun plan de travaux ni date précise n'ayant été définis, le NPNRU se construira pour le moment autour de ce secteur ;
- ✓ La galerie commerciale sera démolie et refondée,
- ✓ Une résidence sénior sera construite : le rez-de-chaussée abritera une maison de santé avec des médecins en libéral de manière à accroître l'offre de santé sur ce secteur.

Le plan guide reprenant les grandes orientations du projet sera présenté lors d'une réunion publique le 22 septembre à 18 h 15 au 100 rue Hoche. Les discussions entre la Ville, Est Ensemble, l'ANRU et les différents partenaires perdureront jusqu'à la fin de l'année et en 2021, puisqu'une interrogation demeure sur les financements (certains projets pourraient ainsi être reportés). La Mairie a par ailleurs transmis au Conseil de quartier tous les éléments utiles, y compris le dossier financier. Au cours des échanges, le Conseil de quartier avait particulièrement insisté sur la rénovation de l'habitat du Clos français et le réaménagement de la galerie commerciale.

Jean Roch (association *On sème tous*) évoque le projet de ferme urbaine, qui devrait faire l'objet d'une convention avec la Ville pour son installation sur un terrain municipal. En l'occurrence, ce projet de maraîchage sur les espaces verts de la cité, avec sans doute l'installation d'une serre pour micro-pousses, permettrait, outre la valorisation des espaces verts par l'agriculture, la création d'un modèle économique et d'emplois dans la cité. Jean Roch invite les habitants à visiter le site internet www.onsemetous.com et les informe qu'une réunion de présentation, suivie d'un arpentage de l'îlot Jean Macé, se tiendra le samedi 10 octobre 2020 (à partir de 14 h 30 ou 15 h). Le projet vise également à associer les habitants du quartier aux décisions relatives à la gouvernance de cette ferme urbaine.

Un habitant souligne la mise en place de projets intéressants en première phase du NPNRU, notamment les équipements sportifs. Puisque ces installations génèrent des décibels importants, il souhaite savoir si la deuxième phase prévoit de réduire ces nuisances : cette réflexion serait sans doute intéressante à mener.

Un habitant estime que le Conseil citoyen, dont il est le président, a été mis de côté dès le début du projet. En effet, les réserves et critiques qu'il avait émises n'apparaissent dans aucun compte rendu. Or, le Conseil citoyen, désigné en 2014 spécifiquement à cet effet, souhaite collaborer et participer à la co-construction du NPNRU et à la politique de la ville. Ses demandes répétées de disposer d'un bureau ont toujours été refusées, alors même que de nombreux locaux sont vacants sur Montreuil. Malgré tout, le Conseil citoyen poursuit son travail de concertation réelle avec les habitants. Il rappelle également à toutes fins utiles que le projet du Clos français avait été rejeté massivement par les participants lors de la réunion avec l'OPH et s'interroge sur son devenir.

Une habitante, membre du conseil citoyen, souligne qu'il est parfaitement possible pour le Conseil citoyen de recevoir les habitants rue Hoche, sous réserve de l'accord des gens qui travaillent sur ce site.

Le collectif d'animation observe que les habitants du quartier sont plus fortement intéressés par le logement et restent mobilisés sur la rénovation et son suivi. Il conviendrait également de porter une vigilance particulière à la densification annoncée (700 ou 800 logements supplémentaires), notamment quand le secteur souffre du manque de lieux conviviaux.

Un habitant évoque des malfaçons résiduelles suite à l'ANRU1 Les habitants, qui avaient pourtant assisté à toutes les réunions, émis des propositions et alerté sur plusieurs sujets (stationnement, circulation), mais qui n'ont pas été entendus, seront particulièrement attentifs sur les corrections à apporter. Il cite en exemple les bosses sur lesquelles les enfants ne peuvent pas jouer et sous lesquelles les terres sont polluées ou encore l'espace de jeux non délimité. Compte tenu des montants investis, les malfaçons doivent être corrigées. Il cite encore le terrain de basket et la circulation dans le quartier, qui reste une problématique centrale. Par ailleurs, les habitants alertent depuis 20 ans sur la galerie marchande, qui ne devrait même pas être ouverte en raison de son insalubrité.

Un droit de réponse est ouvert à toute personne, physique ou morale, nommément citée ou non et nous nous engageons à les publier.

D'autre part, si des initiatives solidaires ont vu le jour pendant le confinement, de nombreux habitants ont souffert des incivilités, des nuisances ou autres. Or, ces problèmes ne sont jamais abordés.

Enfin, si les habitants se montrent favorables à la mixité, ils s'opposent farouchement et lutteront contre la densification dans un quartier où les places d'école et de stationnement sont insuffisantes. De son point de vue, la problématique des écoles doit être adressée prioritairement à l'accueil de nouveaux résidents. Il n'est par ailleurs plus acceptable que seules six personnes soient entendues sur les projets.

Une habitante s'avoue particulièrement gênée, à l'instar d'autres résidents, par l'installation de deux bancs en bas de son immeuble, donnant en partie sur les chambres. L'été, elle se trouve dans l'impossibilité de dormir, car les gens squattent jusqu'à deux heures du matin. Elle ajoute que l'installation des bosses a induit la suppression de deux places de stationnement, sans pour autant empêcher les rodéos.

Une habitante suggère de supprimer l'un des deux stops placés vers la rue Jean Lolive en direction de l'autoroute.

Une habitante évoque des stationnements gênants sur les emplacements pompiers de la place Adrienne Maire, en outre squattée par les jeunes le soir, pour lesquels une intervention serait nécessaire.

Une habitante souhaite savoir si la maison du *Secours catholique* va rester en place ou être déplacée.

Le collectif d'animation répond que la maison restera en place puisque l'antenne jeunesse sera déplacée.

4. Information sur la dératization : nous sommes demandeurs de l'implication des copropriétés, non citées dans le dispositif

Andrea Salis rappelle que Faouzi Moulai, gestionnaire urbain de proximité, est en charge des liens entre les habitants et les services techniques sur les questions relevant des espaces publics et de l'entretien. En son absence, il se propose de répondre aux questions de l'assemblée. Au préalable, il précise que le principe d'une coordination entre les bailleurs et la Ville pour la dératization simultanée, demandée par les habitants, a été acté, mais qu'aucune date n'a encore été définie. Les copropriétés ont également été avisées.

Le collectif d'animation pointe la nécessité de coordonner cette dératization avec l'ensemble des acteurs de la résidence, y compris 3F, ADOMA ou encore l'AFUL, qui représente une surface non négligeable en souterrain, où les rats pullulent et causent des dégâts sur les câbles de voitures. Si la dératization en surface ne s'accompagne pas de celle des sous-sols et des parkings, son efficacité sera moindre. Par ailleurs, cette dératization a été demandée depuis six mois. Si le collectif d'animation est parfaitement conscient du travail de l'antenne sur ce sujet, il lui semble à présent indispensable d'intervenir auprès du maire adjoint et de la direction administrative. Il semble en effet nécessaire d'obtenir la planification des trois à quatre campagnes annuelles annoncées.

Un habitant relève que lors de la première campagne au mois de février, les six agents sont arrivés un lundi matin à 8 h et sont restés jusqu'à 14 h 20 pour dératizer les appartements et les caves. Cependant, en raison de la saleté, ils n'ont pas pénétré dans certains endroits. De son point de vue, l'OPH devrait mener des inspections pour vérifier l'entretien des appartements. Il rapporte également que le jeune homme qui était intervenu pendant un mois et demi au niveau des espaces verts et des poubelles et qui avait fait un travail remarquable a décidé de partir, car il était écoeuré par les conditions d'hygiène et de sécurité de la résidence. De son côté, avec son association, il a apposé près de 180 affichettes dans les halls pour sensibiliser les habitants à la nécessité de mettre leurs sacs poubelles dans les containers, initiative qui a contribué à nettement améliorer la situation. Dans ce contexte, il s'interroge sur l'existence réelle d'un gardien ou d'un responsable au Clos français à même d'effectuer ce travail.

Le collectif d'animation ajoute que malgré ses arpentages réguliers depuis deux ans, le Conseil de quartier peine à avoir communication de la localisation des encombrants. Il souhaiterait qu'une réponse soit apportée à toutes ces problématiques.

Julien Consalvi juge difficile d'apporter en séance une réponse satisfaisante aux questions d'hygiène et d'ordures, généralisées sur Montreuil. La municipalité se bat depuis plusieurs années pour mettre en place des brigades. Julien Consalvi entend le défaut de coordination ou de réactivité de certains et la part de responsabilité de l'OPH dans ce dysfonctionnement. Comme évoqué par certains habitants, la densité de population vient en outre exacerber les incivilités. Il serait sans doute intéressant, puisque cette problématique risque d'être accentuée par les travaux à venir, d'organiser une rencontre avec l'ensemble des acteurs pour porter ces doléances. Il évoque par ailleurs la prochaine initiative « Clean Up » visant à inciter les Montreuillois à participer aux nettoyages des quartiers, même s'il entend que la situation du Clos français excède largement ce cadre.

Le collectif d'animation juge cette réponse insuffisante. Si, suite à une réunion avec le maire, certains progrès ont été perceptibles, les habitants doivent néanmoins être associés régulièrement au suivi et à l'organisation des actions. La nouvelle équipe municipale doit prioriser les dossiers de cadre de vie, instaurer un lien permanent

Un droit de réponse est ouvert à toute personne, physique ou morale, nommément citée ou non et nous nous engageons à les publier.

entre les habitants et les techniciens pour identifier conjointement des solutions et désigner un interlocuteur dédié.

5. Implication du Conseil de quartier dans la semaine de la propreté

Andrea Salis rappelle que la semaine de sensibilisation à l'environnement se tiendra du 19 au 24 octobre. Dans le cadre de cette action, organisée à l'initiative de l'antenne vie de quartier et de diverses associations (*On sème tous*, *Les petits débrouillards*, entre autres), des activités et des animations autour de l'environnement, la propreté ou encore le gaspillage alimentaire, seront proposées. Ces initiatives permettent en outre de donner plus de visibilité aux actions citoyennes.

Le collectif d'animation ajoute qu'une opération de nettoyage sera organisée le samedi matin pour sensibiliser les habitants à la propreté. Les précédentes actions de ce type avaient permis de collecter de gros volumes de déchets.

Andrea Salis invite tous les collectifs souhaitant participer à cette semaine de sensibilisation à se rapprocher de l'antenne vie de quartier.

Le collectif d'animation souhaiterait également proposer le 24 octobre une opération commune avec l'OPH, les habitants et les techniciens de la Ville de manière à afficher leur complémentarité.

Un habitant observe que toutes ces réflexions sont récurrentes depuis fort longtemps. Les questions de prise en compte de la parole des habitants sont nécessaires à une réelle démocratie. De fait, les actions éducatives doivent s'inscrire en cohérence avec les actions engagées en réponse à l'ensemble des problématiques. En l'occurrence, le défaut de réactivité face à leurs interpellations amène les habitants des quartiers à douter de cette démarche. Les élus doivent s'interroger, car tous les acteurs, élus, services ou conseils de quartier perdent en crédibilité.

Le collectif d'animation souhaite savoir si la municipalité soutient les habitants dans leur demande de vivre dans des conditions correctes.

Julien Consalvi répond que la municipalité ne saurait se satisfaire des conditions d'hygiène évoquées, que ce soit sur La Noue ou sur l'ensemble du territoire. Les élus présents ce soir découvrent les différents quartiers et sont à l'écoute de leurs habitants. Tous ont à cœur et se battent pour offrir aux habitants une vie plus digne, plus d'égalité dans les quartiers et un plein épanouissement à Montreuil. Tous les interlocuteurs réunis ce soir aiment leur ville et éprouvent l'envie de s'y engager et de l'améliorer. À cet égard, le bailleur n'est pas suffisamment présent dans les réunions. En tout état de cause, Julien Consalvi affirme qu'il soutient profondément les communautés de citoyens en capacité de faire pression ou de convaincre.

Le collectif d'animation évoque en l'espèce un risque sanitaire grave. Or, malgré ses relances, il ne parvient pas à obtenir de réponses du responsable sanitaire à la mairie. Aujourd'hui, quel que soit le problème, la communication et la réactivité, dont les habitants ont pourtant besoin, font défaut. L'une des priorités serait d'organiser une concertation avec les habitants de manière à identifier des solutions pour le quartier.

Un habitant souligne que le maire de Montreuil préside actuellement Est ensemble et qu'un maire adjoint préside l'OPH. Lors d'une réunion, le maire a confirmé que la propreté constituait l'une de ses priorités : sa présidence d'Est Ensemble devrait être de nature à la faciliter.

Un habitant souhaite savoir si, compte tenu du confinement, le collectif d'animation a consulté les habitants sur les sujets à traiter lors de la présente réunion.

Le collectif d'animation répond par la négative, mais juge cette suggestion très pertinente pour l'avenir. À cette fin, il suggère également d'installer une « boîte à idées » au centre Hoche.

6. Échanges sur le confinement/déconfinement/la situation actuelle/les questions sur le quartier

Le collectif d'animation rapporte avoir été particulièrement sensible à l'opération d'aide alimentaire portée par le 100 rue Hoche, qui démontre une solidarité forte sur le quartier. Il cite également l'action de Fatiha : l'exposition organisée à l'initiative de la Coop Montreuil, pourrait être installée à la maison de quartier du 100 rue Hoche.

Une habitante explique qu'elle a engagé cette action de solidarité avec son époux dès le 18 mars. Ils récupèrent à Rungis des fruits et légumes qu'ils rapportent rue Hoche pour composer des paniers-repas. Cette distribution (fruits, légumes, farine, sucre, yaourts, fromages, etc.) va perdurer les lundis et vendredis au foyer et, les mardis et jeudis, rue Hoche. En revanche, il devient de plus en plus difficile pour elle et son mari de recevoir les livraisons la nuit vers 21 h ou 22 h. Le local indépendant demandé à l'OPH n'est pas suffisant pour accueillir le camion de 3,5 t. Par ailleurs, si les paniers étaient offerts gracieusement jusqu'au mois de juillet, une

Un droit de réponse est ouvert à toute personne, physique ou morale, nommément citée ou non et nous nous engageons à les publier.

participation de 3 € sera désormais demandée, étant précisé que les gens peuvent repartir avec un ou deux chariots de denrées variées.

Le collectif d'animation rapporte que le conseil de quartier avait demandé à l'OPH de pouvoir utiliser un local fermé depuis plusieurs années pour cette initiative. Il juge le refus de l'OPH inacceptable et choquant, d'autant que l'utilisation avait été motivée par une action de solidarité.

Une habitante remercie les mamans qui se sont réunies deux fois par semaine au 100 rue Hoche pour fabriquer des masques. Ces derniers ont pu être distribués à l'équipe de l'antenne, aux associations et dans les colis alimentaires. L'atelier a repris son activité : elle invite les habitants qui le souhaitent à rejoindre cette initiative.

Un membre de *l'Amicale des locataires* rapporte que l'association aurait également souhaité fabriquer des masques. Il jugerait intéressant de réfléchir à la manière d'échanger ces informations.

Une habitante répond que des initiations sont possibles lors des rencontres du mercredi.

Le collectif d'animation évoque parmi les autres initiatives, les appels téléphoniques aux retraités montreuillois, qui ont permis au CCAS de rentrer en contact avec cette population.

Andrea Salis observe que la période de confinement a constitué un moment intéressant et fascinant durant lequel chacun s'est réinventé et s'est trouvé une nouvelle utilité sociale. Certaines associations qui se côtoyaient peu d'ordinaire ont monté des initiatives conjointes. Cette volonté, très belle à voir, a mis en exergue l'engagement du quartier. Ces actions n'auraient pas vu le jour sans le concours des habitants.

Le collectif d'animation évoque une grande détresse durant cette période, notamment pour les personnes sans travail ni revenus, mais également une forte solidarité entre les habitants. Le confinement a fait émerger une forte angoisse des parents vis-à-vis de leurs enfants et ensuite une peur de les renvoyer à l'école. Il faudrait contribuer à apporter de la sécurité aux familles et à alléger leur angoisse. Il remercie par ailleurs tous les bénévoles du soutien scolaire, qui, bien qu'en majorité à risque, restent volontaires pour épauler les enfants.

Une habitante ajoute qu'elle avait pu observer l'absence de continuité pédagogique dans certains foyers durant le confinement. Plusieurs autres mamans s'étant attristées de cette carence, elles ont pris en charge 6 ou 7 enfants pour les aider à effectuer leur travail scolaire et ont joué, au besoin, un rôle de relais avec les enseignants. Compte tenu de l'exiguïté du lieu à leur disposition, les mamans ont malheureusement dû refuser une trentaine de familles. Fortes de cette initiative, les mamans ont décidé de monter l'association *La nouvelle ère* ayant pour vocation de dispenser du soutien scolaire (du CP à la 3e) dès la rentrée, en complément d'autres associations, et ainsi lutter contre le décrochage. Suite aux inscriptions (25, 27 août et 3 septembre), l'accueil maximal de 25 élèves est atteint.

Le collectif d'animation souligne que le centre social a également mis en place un soutien scolaire, gratuit, dès septembre. *L'Ami des écoles* accueille pour sa part 40 enfants.

Par ailleurs, le Conseil de quartier, en collaboration avec l'antenne et les centres de santé municipaux, organise à la maison Fratellini le mardi 29 septembre de 19 h 30 à 20 h 30 une séance de questions/réponses sur le Covid, animée par le médecin-chef. L'association *Les Amis de la rencontre* reprendra également ses activités le 15 septembre.

Andréa Salis ajoute que les inscriptions au centre social débiteront le 24 septembre pour toutes les activités, hors accompagnement scolaire.

Nathalie Leleu indique au regard des différentes interventions qu'elle s'attachera à engager des actions et à travailler de manière plus transversale. Elle a noté certains points et reviendra pour y apporter des éclairages.

Le collectif d'animation tient à souligner le travail réalisé par Belaïde Bedreddine au cours de la précédente mandature.

La séance est levée à 22 h 08